



## MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

### ACHAT DE PRESTATIONS DE SERVICES SYLVICOLES

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIÈRES (C.C.A.T.P.)

### MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique)

**ACCORD - CADRE A BONS DE COMMANDE n° 2025 - 8755 - 007**

#### Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet des travaux sylvicoles de préparation du sol en diverses forêts domaniales et communales des Alpes de Haute Provence et des Hautes Alpes.

#### Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts  
Direction Territoriale Midi-Méditerranée.  
Agence Travaux Midi-Méditerranée  
505 rue de la Croix Verte  
34094 Montpellier Cedex 05

#### Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est M. Thierry BONNAURE, Directeur de l'Agence Travaux Midi-Méditerranée de l'Office National des Forêts.

# SOMMAIRE

\_Toc143260410

<b>1</b>	<b>IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR .....</b>	<b>4</b>
1.1.	POUVOIR ADJUDICATEUR .....	4
1.2.	PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DE L'ACCORD-CADRE .....	4
1.3.	PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES) .....	4
1.4.	PERSONNE AUPRES DE QUI DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS .....	4
1.5.	PERSONNE AUPRES DE QUI DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF PEUVENT ETRE OBTENUS .....	4
1.6.	COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS .....	4
<b>2</b>	<b>OBJET DU MARCHÉ.....</b>	<b>4</b>
2.1	OBJET DU MARCHÉ .....	4
2.2	CLASSIFICATION CPV .....	4
<b>3</b>	<b>CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ.....</b>	<b>5</b>
3.1	PROCEDURE .....	5
3.2	FORME DE L'ACCORD-CADRE .....	5
3.3	DECOMPOSITION EN LOTS.....	5
3.4	MODALITES D'ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE .....	5
3.5	MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDES .....	5
3.6	VARIANTES ET/OU PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE) .....	5
<b>4</b>	<b>DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>6</b>
<b>5</b>	<b>DESCRIPTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>6</b>
<b>6</b>	<b>MISE EN PLACE DE PLANTS ET LEURS PROTECTIONS.....</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
6.1	MISE EN ŒUVRE.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
6.2	CONTROLE ET RECEPTION DU CHANTIER .....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
6.3	EVALUATION DE LA REPRISE DES PLANTS ET GARANTIE DE REPRISE .....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
<b>7</b>	<b>DUREE – EMISSION DES BONS DE COMMANDES .....</b>	<b>9</b>
7.1	DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET DELAIS D'EXECUTION .....	9
7.2	MODALITE D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE .....	9
<b>8</b>	<b>MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>10</b>
<b>9</b>	<b>PRIX DU MARCHÉ .....</b>	<b>11</b>
<b>10</b>	<b>MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHÉ .....</b>	<b>11</b>
10.1	AVANCE .....	11
10.2	ACOMPTE .....	11
10.3	FACTURATION .....	11
10.4	TRANSMISSION DES FACTURES .....	12
10.5	DELAI GLOBAL DE PAIEMENT .....	12
10.6	NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCE .....	12
<b>11</b>	<b>PAIEMENT DIRECT ET VERSEMENT DE L'AVANCE AUX SOUS-TRAITANTS .....</b>	<b>12</b>
11.1	PAIEMENT DIRECT .....	12
11.2	MODALITES DE PAIEMENT DIRECT DES SOUS-TRAITANTS .....	13
11.3	MODALITES DE VERSEMENT DE L'AVANCE AUX SOUS-TRAITANTS .....	13
<b>12</b>	<b>INTERETS MORATOIRES - INDEMNITE FORFAITAIRE .....</b>	<b>13</b>
12.1	INTERETS MORATOIRES .....	13
12.2	INDEMNITE FORFAITAIRE.....	13
12.3	DELAI DE PAIEMENT DES INTERETS MORATOIRES ET DE L'INDEMNITE FORFAITAIRE .....	13
12.4	PENALITES.....	13
12.5	MODALITES DE MISE EN ŒUVRE .....	13
12.6	RETARD IMPUTABLE AU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	13
12.7	PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE .....	14
<b>13</b>	<b>PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES .....</b>	<b>14</b>

**14 LITIGES ..... 14**

**15 PROTECTION DE LA MAIN D’ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL ..... 14**

15.1 TRAVAILLEURS ETRANGERS ..... 14

15.2 TRAVAIL CLANDESTIN ..... 14

15.3 TRAVAILLEURS D’APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES ..... 15

15.4 PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR ..... 15

## 1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

### 1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Agence Travaux Midi-Méditerranée, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 01 305 dont le siège est 505 Rue de la Croix Verte 34094 Montpellier cedex 05.

### 1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est :

**M. Andrei CURUI**

Responsable de l'Unité de Production Alpine de l'Agence Travaux Midi-Méditerranée

Téléphone : 06 34 90 57 75 – Courriel : [andrei.curui@onf.fr](mailto:andrei.curui@onf.fr)

### 1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

**Mme Catherine Lepetit**

ONF - AGENCE COMPTABLE SECONDAIRE DT MIDI MEDITERRANEE

505 rue de la Croix Verte - Parc Euromédecine - CS 74208 - 34094 MONTPELLIER

Téléphone : 06 11 77 30 80 – Courriel : [catherine.lepetit@onf.fr](mailto:catherine.lepetit@onf.fr)

### 1.4. Personne auprès de qui des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus

**Lot 1 : Tom EVEILLARD**, Conducteur de travaux

Téléphone : 06 19 25 05 87 ; courriel : [tom.eveillard@onf.fr](mailto:tom.eveillard@onf.fr)

**Lot 2 : Valentin DEMOULIN**, Conducteur de travaux

Téléphone : 06 28 69 62 68 ; courriel : [valentin.demoulin@onf.fr](mailto:valentin.demoulin@onf.fr)

### 1.5. Personne auprès de qui des renseignements d'ordre administratif peuvent être obtenus

**Mme Florence VIALARET**

Responsable du pôle dépenses, achats, gestion patrimoniale

Téléphone : 06 14 79 20 88 ; Courriel : [florence.vialaret@onf.fr](mailto:florence.vialaret@onf.fr)

### 1.6. Comptable assignataire des paiements

Mme Catherine Lepetit

ONF - AGENCE COMPTABLE SECONDAIRE DT MIDI MEDITERRANEE

Téléphone : 06 11 77 30 80 – Courriel : [catherine.lepetit@onf.fr](mailto:catherine.lepetit@onf.fr)

## 2 OBJET DU MARCHÉ

### 2.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la préparation du sol en vue de la régénération artificielle par plantation (Lot 1) et de la régénération naturelle par décapage (Lot 2).

Il est réalisé essentiellement dans le cadre du plan de relance économique annoncé par le Gouvernement (France Nation Verte) pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire et climatique dans les forêts gérées par les Agences Territoriales des Alpes de Haute Provence et des Hautes Alpes de l'Office National des Forêts.

### 2.2 Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

77200000-2	Services sylvicoles.
------------	----------------------

### 3 CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

#### 3.1 Procédure

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique.

#### 3.2 Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commandes en application des articles L.2162-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et 14 du code de la commande publique.

#### 3.3 Décomposition en lots

Le marché est composé de 2 (deux) lots :

Lot N°	Dép.	Art.	Forêt	Parcelle(s)	Nature des travaux	Période	Unité	Quantité
1	Alpes de Haute Provence	1.1	FD Vanson	P 203 et P 204	Elimination de la végétation à la pelle araignée	Août - Septembre 2025	Ha	8.10
		1.2	FD Vanson	P 203 et P 204	Confection de potets à la pelle araignée		Unité	10 160
2	Hautes Alpes	2.1	FD Chaillol	P 37, 38 et 72	Décapage mécanique du sol à la pelle araignée	Août - Novembre 2025	Ha	4
		2.2	FD Drac	P 37, 38, 40 et 74	Décapage mécanique du sol à la pelle araignée		Ha	2.2
		2.3	FD Bois Vert	P 17	Décapage mécanique du sol à la pelle araignée		Ha	1
		2.4	FC Saint-Léger-les-Mélèzes	P 13, 14 et 23	Décapage mécanique du sol à la pelle araignée		Ha	1.2
		2.5	FC Saint-Jean-Saint-Nicolas	P 19	Décapage mécanique du sol à la pelle araignée		Ha	2
		2.6	FD Drac	P 67 et 68	Décapage mécanique du sol à la pelle araignée (reprise de chantier déjà parcouru en décapage car densité non conforme)		Ha	1

#### 3.4 Modalités d'attribution de l'accord-cadre

Le lot 1 est mono attributaire.

Le lot 2 est mono attributaire.

Les candidats peuvent soumissionner sur un lot unique ou sur la totalité des lots.

#### 3.5 Modalités d'émission des bons de commandes

Les bons de commandes seront adressés au titulaire selon les dispositions prévues à l'article 6 ci-après.

#### 3.6 Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Aucune variante n'est autorisée.

Aucune PSE n'est demandée.

## 4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Les documents contractuels constitutifs du présent marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement et le Bordereau des Prix Unitaires qui en est son complément indissociable ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives et Technique Particulières (C.C.A.T.P.) ;
- le Cahier National des Prescriptions des Travaux et Services Forestiers (CNPTSF) et les Clauses Générales d'Achat de prestations de services forestiers en forêt domaniale dans sa version 9200-17-DCC-SAM-001–version F- mai 2022.
- les bons de commande émis dans le cadre du présent accord-cadre.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

## 5 DESCRIPTION DES PRESTATIONS

Le présent article décrit les éléments techniques à respecter pour les prestations demandées aux paragraphes 2.1 et 3.3 du présent document. Les prix proposés par l'entreprise doivent inclure la réalisation des travaux demandés ainsi que l'amenée et le repli du matériel de chantier de l'entreprise et toute sujétion associée (participation aux visites préalables et visites de chantier, participation à la réception du chantier, tenue à disposition d'un registre journalier pour le comptage des potets dans le cadre de l'article 1.2 du Lot 1, ...).

## 6 DESCRIPTION DES TRAVAUX

Sauf indication contraire au bordereau des prix ou bon de commande, les travaux s'effectueront :

Lot 1 : août à septembre 2025 et impérativement avant le 30 septembre 2025 ;

Lot 2 : août à novembre 2025 ;

Les travaux doivent impérativement être réalisés sur sol sec. L'ONF se réserve le droit d'interrompre le chantier si les conditions climatiques ne permettent pas son exécution ou sont de nature à compromettre la bonne réussite de l'opération (pluie, neige, ...). Une prolongation du délai d'exécution d'une durée égale à la période d'interdiction pourra être accordée à l'entreprise.

Les déplacements (cheminement) de l'engin ainsi que le travail du sol se réaliseront en utilisant les cloisonnements, les pistes ou les traces existantes afin de limiter le compactage du sol, sur les parcelles où ces infrastructures existent. Dans l'absence de ces dernières, le cheminement se fera en portant une attention particulière à la végétation existante (zones de semis ou jeunes arbres) afin de ne pas les abimer. Les déplacements doivent être limités au strict minimum afin d'éviter le compactage du sol.

Le prestataire fournira dans sa réponse, le planning prévisionnel de réalisation.

Le présent article décrit les éléments techniques à respecter pour les prestations demandées, à savoir :

### 6.1 Lot 1 – Travaux de préparation du sol à la pelle arignée

#### Article 1.1 – Elimination de la végétation à la pelle arignée

Les travaux demandés consistent à éliminer la végétation existante (majoritairement constituée de tiges de sorbier), par arrachage au godet et mise en andains le long des cloisonnements, afin de préparer le terrain en vue de la confection de potets à la pelle arignée (voir article 1.2 ci-dessous). Le broyage des rémanents se réalisera dans le cadre du Lot 2 de la présente consultation.

La surface estimée à travailler est de 8.3 Ha pour une surface parcourue de 12.63 Ha. L'élimination de la végétation doit être effectuée par bandes parallèles aux cloisonnements d'exploitation existants, sur une largeur de 7 mètres. Le travail doit s'effectuer depuis les cloisonnements existants.

Sauf prescription différente sur la fiche de chantier, les bandes devront être arrêtées à 5 m du périmètre de la zone à travailler, d'une route ou un éventuel peuplement voisin existant.

## Article 1.2 – Confection de potets à la pelle araignée

Une fois la végétation éliminée ou concomitamment, il est nécessaire de procéder à la confection de 15 156 potets à la pelle araignée, au godet ou, de préférence, au sous-soleur multifonction (dent Becker). Le candidat devra préciser dans son offre l'outil employé. Ce travail doit s'effectuer (idem 1.1) depuis les cloisonnements existants.

Décapage de l'emplacement des potets afin d'enlever la couche herbacée présente ainsi que la végétation ligneuse ou semi-ligneuse pour arriver au sol, sur une surface d'environ 80 x 80 cm. Confection de potets de 60 x 60 cm et environ 50 cm de profondeur à un espacement de 1.5 X 1.5 m soit une densité de 1200 potets/ha, tout en considérant que 30 % de la surface théorique n'est pas utilisable (réseau de cloisonnements). Une attention particulière est demandée afin de ne pas mélanger les horizons du sol et afin d'éviter le lissage du potet.

Il est interdit de sortir la terre des potets (potets ouverts), de retourner la terre dans les potets (mélanger les horizons) ou de lisser les potets, notamment leur fond (dosage de la puissance de l'engin lors de cette opération). Le tapis herbacé couvrant le sol avec les racines ainsi que les éventuels blocs disloqués lors de cette opération seront enlevés et déposés à l'aval du potet.

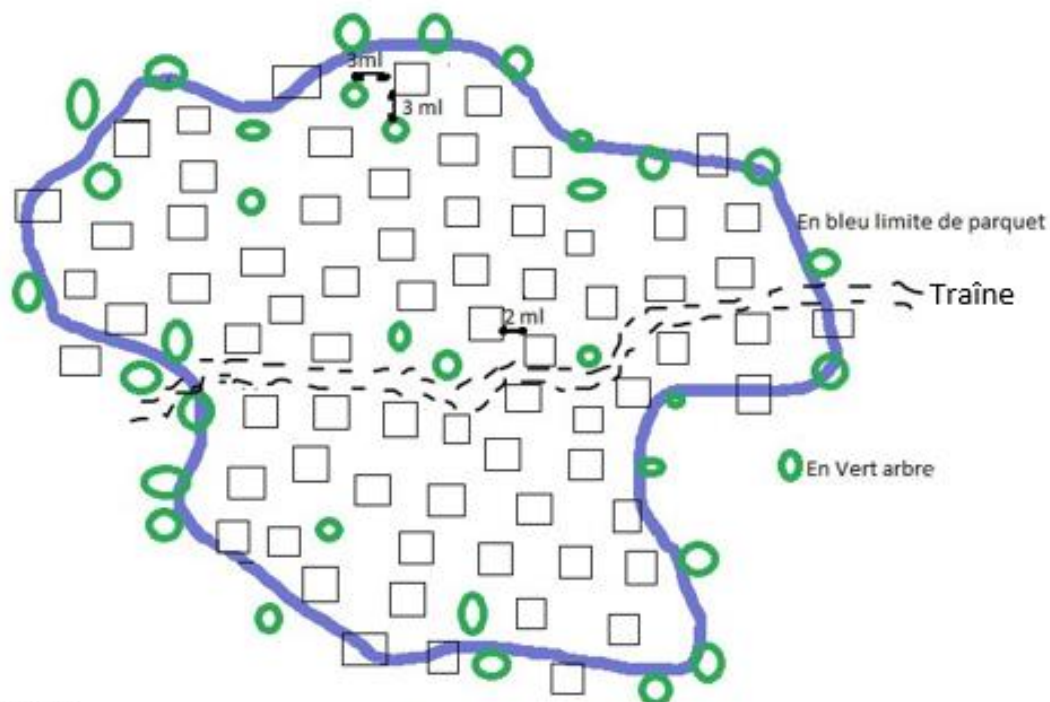
Sauf prescription différente sur la fiche de chantier, les bandes devront être arrêtées à 5 m du périmètre de la zone à travailler, d'une route, piste ou un éventuel peuplement voisin existant.

Un compteur mécanique sera utilisé par le prestataire pour le comptage des potets réalisés. Ce dernier doit tenir un registre de chantier qui sera complété tous les jours avec les quantités réalisées. Le nombre de potets réalisé / jour sera également transmis au Conducteur de Travaux, quotidiennement, en fin de journée.

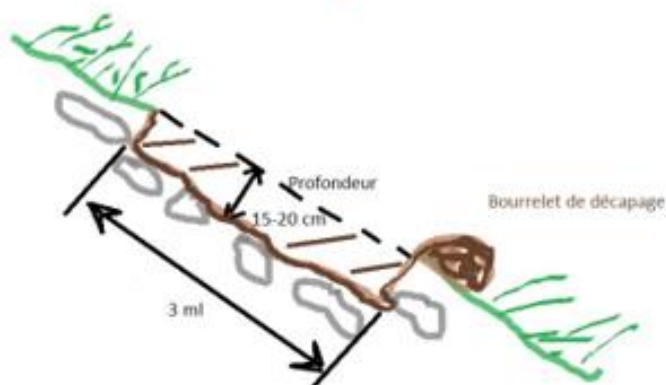
## 6.2 Lot 2 Décapage mécanique du sol à la pelle araignée

Les travaux de décapage du sol consistent à retirer la couverture herbacée (avec le feutrage racinaire) pour laisser la terre à nu sur environ un tiers de la surface de la zone parcourue.

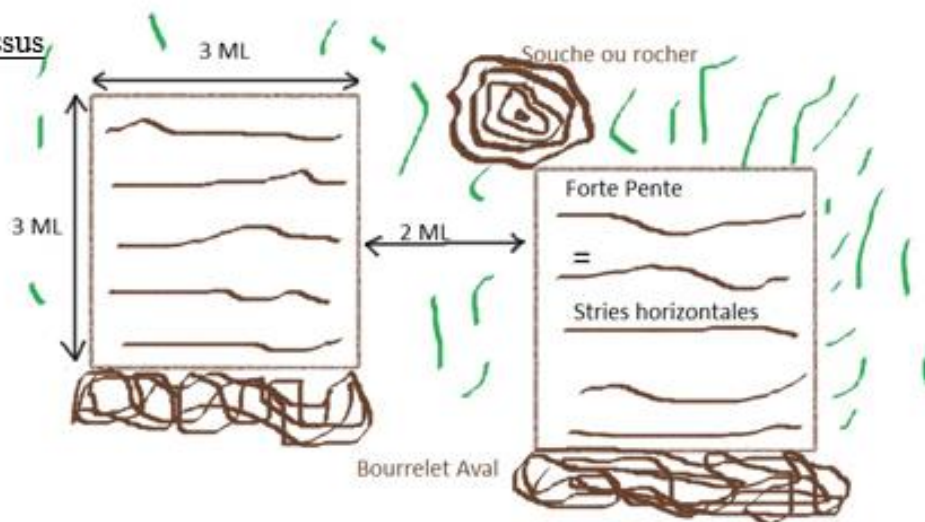
- Disposition dans le parquet



- Vue de côté



- Vue de dessus





Ce travail se fera par petits plateaux uniformément répartis, en damier, sur l'ensemble de la clairière, avec des lignes de décapage espacées d'environ 2 mètres. L'espacement latéral entre plateaux (de bord à bord) sera d'environ 2 mètres. Chaque plateau sera de forme carrée et de dimensions 3 m x 3 m (soit 9 m<sup>2</sup>) ce qui représente une densité moyenne de 400 plateaux par hectare de parquet parcouru. De manière générale, si l'espacement est supérieur à 2 m, la taille des plateaux sera augmentée pour respecter le pourcentage de surface décapée.

Le taux de décapage (surface travaillée par rapport à la surface parcourue) sera donc de 36 %. Les lignes de plateaux devront s'appuyer sur les courbes de niveau. La couverture herbacée (et l'ensemble de la végétation décapée) devra être rangée sur le bord aval du plateau et régalée. Les grosses pierres devront aussi être enlevées du plateau et disséminées hors plateau.

La surface du plateau ne devra pas être tassée ni lissée mais au contraire griffée en créant des microreliefs (perpendiculairement à la pente) afin de présenter une surface irrégulière favorisant le maintien des graines et leur bonne germination. Les microreliefs créeront des banquettes d'une vingtaine de cm en cas de pente supérieure à 40 %.



Création de microreliefs dans le plateau en cas de forte pente

Certains parquets sont encombrés par des rémanents d'exploitation issus de la dernière coupe. Il sera alors nécessaire d'enlever avec le godet, préalablement au décapage, les branches sur la surface du plateau à décapier, en ayant soin de ne pas faire des tas de branches trop importants.

## 7 DUREE – EMISSION DES BONS DE COMMANDES

### 7.1 Durée de l'accord-cadre et délais d'exécution

Le marché prendra effet à sa date de notification. Les travaux pourront commencer, théoriquement, dès notification (sauf contre-indication) et devront s'achever impérativement avant le 30 septembre 2025 pour le Lot 1 et 28 novembre 2025 pour le Lot 2.

### 7.2 Modalité d'émission des bons de commande

Les commandes sont passées au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commandes émis après acceptation des propositions de commande validées par le titulaire.

**Aucune prestation ne doit être effectuée sans bon de commande.**

Chaque bon de commande indique :

- l'identification des contractants
- la référence du présent marché : **2025-8755-007 lot x**
- la date d'émission du bon de commande
- la désignation des travaux à réaliser avec la référence du marché (code article) et les quantités
- le(s) lieu(x) du (des) chantier (s)
- la(es) délais (s) de réalisation
- le montant H.T. prévisionnel des prestations à effectuer

Les bons de commande sont adressés par courriel au titulaire, l'accusé de réception servant de point de départ au délai d'exécution des prestations.

Si, dans un délai de 72 heures à compter de la date d'envoi du bon de commande au titulaire, le pouvoir adjudicateur n'a pas reçu de réserve de ce dernier, le titulaire est réputé avoir accepté l'exécution de la commande.

Les bons de commande, signés par la personne chargée de l'exécution du présent marché ou son représentant, peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité du marché. Les bons de commande émis en fin de marché pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration du marché. Dans ce cas, la durée d'exécution maximale des bons de commande sera de 2 mois.

Chacun des chantiers fera l'objet d'un bon de commande (cf. article 3-1 des clauses générales d'achat de prestations de services forestiers).

L'envoi des bons de commande se fera à l'adresse de messagerie électronique indiquée par le titulaire dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre. Dès lors, en cas de changement d'adresse de messagerie électronique le titulaire devra impérativement notifier ce changement au représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de sept jours calendaires avant effet, par courriel avec accusé de réception.

Le pouvoir adjudicateur ne pourra pas être tenu responsable d'un problème dans l'adresse de messagerie électronique du titulaire.

#### **Modification d'un bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. L'ONF émet alors un bon de commande rectificatif. Le bon de commande rectificatif fait apparaître le nouveau délai de réalisation de la prestation modifiée. Les modalités d'indemnisations suivantes s'appliquent :

- Si un litige imputable au titulaire est à l'origine de la modification, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.
- Si la modification est à l'initiative de l'ONF, sans faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leurs utilités. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

La modification d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

#### **Suspension d'un bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnité de la part de l'ONF.

A l'expiration de cette durée, l'ONF peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant poursuite des prestations, objet du ou des bons de commande suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

#### **Résiliation d'un bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, l'ONF peut en interrompre l'exécution. Elle en informe le titulaire par courrier électronique.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'ONF, les frais en découlant sont à la charge de l'ONF sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité. Le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement.

L'annulation d'un bon de commande n'ayant fait l'objet d'aucun commencement d'exécution ne peut faire l'objet d'aucun remboursement de frais.

## **8 MODALITES DE RECEPTION DES PRESTATIONS**

Les opérations de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet seront réalisées conformément aux dispositions

prévues à l'article 5 des Clauses Générales d'Achat de services forestiers

## 9 PRIX DU MARCHÉ

L'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

Le présent marché est traité à prix unitaires. Les prix sont fixés au Bordereau des Prix Unitaires du titulaire.

Le prix de règlement de chaque commande est déterminé en affectant aux quantités constatées, les prix unitaires figurant au Bordereau des Prix Unitaires.

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les prix sont unitaires et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

Les prix sont fermes.

## 10 MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHÉ

### 10.1 Avance

Une avance pourra être accordée à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 6.2 des Clauses Générales d'Achat de prestations de services forestiers.

### 10.2 Acomptes

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-23, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant de l'acompte n'excèdera jamais la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Le solde du marché sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le Titulaire peut être débiteur envers le pouvoir adjudicateur au titre du marché, notamment du montant des pénalités.

Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

### 10.3 Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF de façon dématérialisée dans les conditions précisées ci-après.

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du présent marché : (n° en 46xxxx communiqué au moment de la notification) ;
- les références du bon de commande afférent : (n° en 47xxxx indiqué sur le bon de commande) ;
- le nom du service destinataire ;
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture ;

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.

**Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C - Contractant » de l'acte d'engagement.**

#### 10.4 Transmission des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse ci-dessous :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de marché : Marché enregistré dans le logiciel SAP, sous format 46000XXXXX.
- Numéro d'engagement juridique : Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format 4700XXXXX.
- Numéro d'identification : Le SIRET de la DT de l'ONF : 66204311601305
- Numéro de service exécutant : Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

#### 10.5 Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire de l'accord-cadre sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours maximum.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture (ou de la demande de paiement pour les sous-traitants de 1er rang).

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation prévu dans le présent CCATP n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

#### 10.6 Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues par les articles R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

### 11 PAIEMENT DIRECT ET VERSEMENT DE L'AVANCE AUX SOUS-TRAITANTS

#### 11.1 Paiement direct

Lorsque le montant du contrat ou le montant minimum du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

### **11.2 Modalités de paiement direct des sous-traitants**

La facture établie, signée par le titulaire et accompagnée de la facture des sous-traitants, porte mention expresse de l'acceptation par le titulaire de la somme à régler aux sous-traitants.

### **11.3 Modalités de versement de l'avance aux sous-traitants**

Sans objet.

## **12 INTERETS MORATOIRES - INDEMNITE FORFAITAIRE**

### **12.1 Intérêts moratoires**

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux factures, acomptes ou solde sont calculés sur le montant total de la facture, l'acompte ou solde toutes taxes comprises, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

### **12.2 Indemnité forfaitaire**

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### **12.3 Délai de paiement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire**

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 60 (soixante) jours suivant la mise en paiement du principal.

### **12.4 Pénalités**

Toute violation des clauses du présent marché pourra être sanctionnée dans le cadre des dispositions prévues à l'article 13 des Clauses Générales d'Achat de prestations de services forestiers en forêt domaniale.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes.

### **12.5 Modalités de mise en œuvre**

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution de l'accord-cadre.

### **12.6 Retard imputable au pouvoir adjudicateur**

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable pouvoir adjudicateur, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

### **12.7 Pénalités pour travail dissimulé**

Des pénalités peuvent être infligées au cocontractant s'il ne s'acquitte pas des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail :

Si le pouvoir adjudicateur, est informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du cocontractant au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5, le pouvoir adjudicateur enjoint aussitôt le titulaire de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure apporte au pouvoir adjudicateur la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle dans le délai de quinze jours (art R8222-3 du Code du travail) à compter de la réception de la mise en demeure.

Le pouvoir adjudicateur transmet, sans délai, à l'agent auteur du signalement les éléments de réponse communiqués par l'entreprise ou l'informerait d'une absence de réponse.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans le délai de quinze jours, le pouvoir adjudicateur en informe l'agent auteur du signalement et peut appliquer les pénalités prévues ci-dessous ou résilier le marché, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités est égal à 10 % du montant du contrat mais ne peut excéder celui des amendes encourues en application du Code du travail, spécialement des articles

- L. 8224-1 : soit 45.000 €
- L. 8224-2 : soit 75.000 €
- L. 8224-5 : en application des articles 131-8 et 131-39 du Code pénal

## **13 PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES**

En cas d'éventuels achats similaires le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-2 R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

## **14 LITIGES**

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives.

## **15 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

Le Titulaire doit se conformer strictement :

- aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

### **15.1 Travailleurs étrangers**

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

### **15.2 Travail clandestin**

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution de l'accord-cadre, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette

liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles du code du travail relatifs au travail clandestin.

Les dispositions du présent article s'appliquent en cas de sous-traitance.

### **15.3 Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes**

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront conformes à la réglementation en vigueur.

### **15.4 Pièces et attestations à fournir**

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-7 du code de la commande publique, des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six mois et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : [www.actradis.fr](http://www.actradis.fr).

Fait à Montpellier  
Le 17/07/2025

Signature et cachet de l'entreprise  
"Lu et accepté"